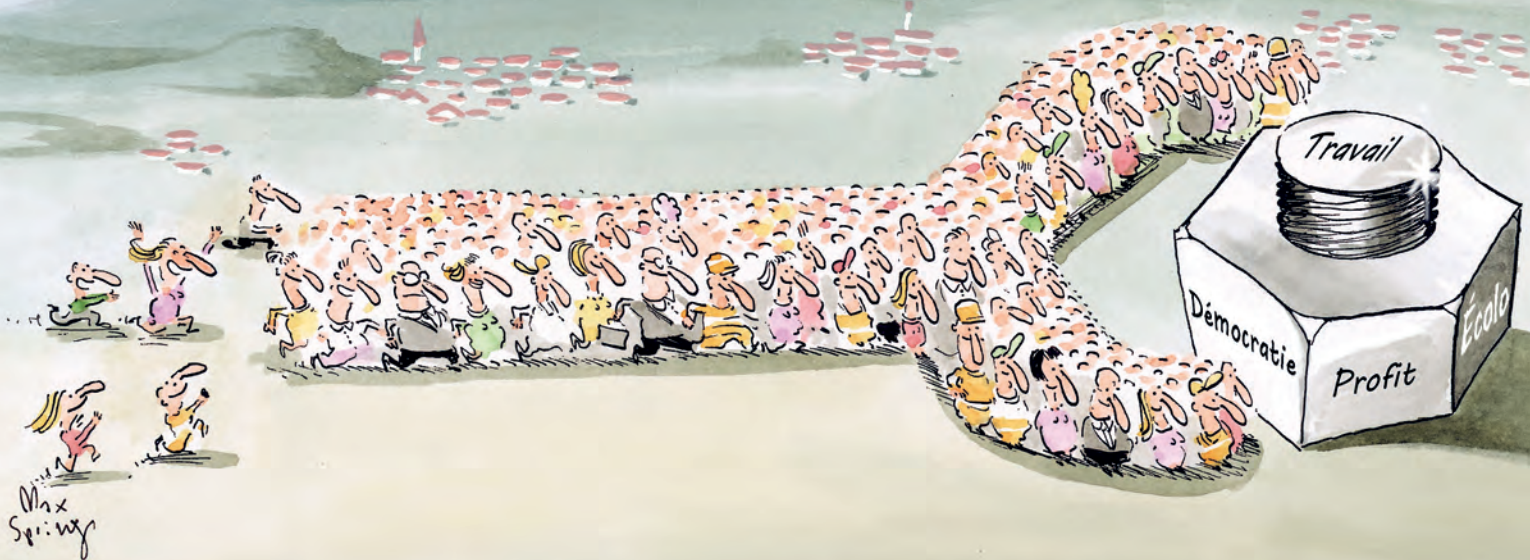


# SOLIDAIRES



**LA DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE** comme clé d'une économie porteuse d'avenir.

## Nous osons introduire plus de démocratie



Barbara Gysi,  
conseillère nationale  
PS, Saint-Gall

Le travail – et tout ce qui s'y rapporte – règle et influence notre vie dans une mesure prépondérante. Dans le cas idéal, nous nous identifions à notre activité professionnelle et elle nous permet de nous épanouir pleinement. Ce sont principalement le salaire et les horaires de travail qui déterminent notre pouvoir d'achat et notre mode de vie. Et nos conditions de travail ont une incidence cruciale sur notre santé et notre bonheur. Bien qu'ils revêtent une importance décisive pour notre vie, c'est à peine si nous avons notre mot à dire sur tous ces facteurs. Les mécanismes du monde de l'économie et du travail sont dictés par des intérêts et des acteurs sur lesquels nous n'avons que très peu d'influence. Il n'est dès lors guère surprenant que, selon des études actuelles, toujours plus de collaborateurs souhaitent changer cette situation et appellent de leurs vœux plus de pouvoir de co-décision au sein de l'entreprise. À une époque où le stress, les condi-

tions de travail précaires et la peur du chômage augmentent, les personnes veulent introduire plus de culture démocratique dans le monde du travail.

### Des changements sont nécessaires

Le travail infléchit le cours de notre existence. Et pas seulement de manière positive. Pour de nombreuses personnes, le travail constitue une charge dénuée de sens. Quand il ne paraît pas tout simplement insurmontable. Il est par conséquent urgent de valoriser le travail, de permettre la participation et la flexibilité, d'accroître l'estime due aux travailleurs et de réduire l'effet des hiérarchies. Dans de nombreux cas, cela serait rentable pour les entreprises elles-mêmes.

Mais l'appel à plus de démocratie dans l'économie est plus qu'un instrument censé améliorer la productivité du travail et accroître le bonheur. À la question de l'atmosphère de travail

s'ajoutent celles, centrales pour la social-démocratie, de la justice et de la durabilité. Car notre économie traverse aujourd'hui une crise radicale. L'inégalité économique augmente. Les riches deviennent toujours plus riches, les pauvres toujours plus nombreux et la classe moyenne s'érode. Et la catastrophe climatique qui menace nous oblige à nous rendre à l'évidence : un changement est nécessaire.

### La démocratie économique agite les esprits

De nos jours, c'est une poignée de privilégiés qui préside aux destinées de l'économie. La majeure partie du pouvoir économique est dans les mains de quelques gros actionnaires anonymes – et non dans celles des PME ou des employés, et encore moins de toute la population. Et parce que ce sont quelques privilégiés qui tiennent les rênes du pouvoir, l'économie d'aujourd'hui fonctionne avant

tout pour le profit de quelques privilégiés. Changer cela, permettre progressivement à plus de gens d'accéder au pouvoir dans l'économie et répartir la prospérité de façon plus équitable, telle est l'idée de la démocratie économique ancrée dans le programme de parti du PS. Ce thème a agité quelques esprits à la fin de l'an passé. À juste titre, car l'enjeu est considérable

À une majorité écrasante, le Congrès a approuvé au début du mois de décembre 2016 un papier de position prônant plus de démocratie économique. Ce papier a été élaboré sur plusieurs années par un groupe de travail ouvert et ne prévoit pas de plan directeur, mais contient plutôt des moyens concrets pour sortir de la situation de crise actuelle. Ce sont des propositions visant à renforcer de façon ciblée, ici et maintenant, les éléments déjà existants d'un modèle porteur d'avenir, d'une économie démocratique, solidaire

et écologique. Par exemple, on doit promouvoir activement les coopératives et le service public, étendre le pouvoir de codécision au sein des entreprises et organiser la répartition des bénéfices de façon plus équitable. Ce faisant, nous ne luttons pas contre l'économie, mais pour une autre forme d'économie.

### Un projet échelonné sur plusieurs générations

Après le Congrès, l'engagement pour plus de démocratie économique entre dans le vif du sujet. Il s'agit d'élargir par un travail de formation les connaissances en la matière au sein du parti et dans des entités alliées. Les fractions du PS élaborent – sur la base de ce papier – des interventions pour des améliorations à tous les niveaux de l'État. On évalue la marge de manœuvre dont on dispose pour lancer une initiative. On définit des champs d'action concrets en collaboration avec les

syndicats et on les négocie avec les employeurs. Finalement, on poursuit le travail conceptuel du groupe de travail.

Le but d'une économie démocratique, écologique et solidaire est un projet échelonné sur plusieurs générations. Cela ne se réalisera pas du jour au lendemain. Mais les exemples positifs du présent, comme l'économie du bien commun ou la sharing economy à but non commercial, montrent qu'un changement est possible et qu'il vaut la peine de le soutenir. C'est précisément cet engagement que nous devons poursuivre et renforcer ensemble. Nous voulons que l'économie joue un rôle positif. Qu'elle offre des perspectives et trouve des réponses aux défis sociaux au lieu de créer des problèmes.

## TURQUIE

# Mobilisation pour la démocratie !



Carlo Sommaruga, conseiller national PS, Genève

En juin 2016, Selahattin Demirtas, co-président du parti pro-kurde HDP, sur invitation du PSS, venait au Parlement suisse. Lors de sa visite, le charismatique leader politique turc évoquait son inéluctable arrestation, comme celle de ses collègues parlementaires, après la levée de l'immunité par-

lementaire. Serein, il rappelait que son combat pour les droits de l'Homme et des minorités, comme pour la démocratie et la paix, se poursuivrait au-delà d'un éventuel emprisonnement.

### Peur et oppression

Aujourd'hui, Selahattin Demirtas croupit au fond d'une cellule, loin, très loin de tous. Comme lui, plus de 1000 élus nationaux et locaux, cadres du parti, militants et militantes du HDP ont été emprisonnés. Le HDP, seul partenaire crédible pour la construction de la paix civile et militaire en Turquie, a été liquidé. Le parti social-démocrate nationaliste, le CHP, est actuellement à son tour dans le collimateur. L'affrontement armé et la soumission du peuple kurde forment l'absurde option retenue par le président turc. Or, l'option militaire est sans issue. L'histoire récente l'a montré. Les bombardements à la syrienne des villes

kurdes du sud-est de la Turquie et la mort de civils dont la seule faute aura été d'être nés Kurdes n'amènent que ressentiment.

Profitant de la tentative de coup d'Etat, le président Erdogan a procédé à une dislocation et à une répression de la société civile, des médias, journalistes et écrivains critiques et à une mise au pas des universités et de l'administration au motif de «gülenisme», nouveau mantra de marginalisation. Des «ratonnades» ont lieu contre les voix critiques. La peur s'insinue partout. Le fascisme règne.

### Maintenir la pression sur la Turquie

La fraction socialiste aux Chambres fédérale a déposé de nombreuses interventions appelant à plus de clairvoyance de la part du Conseil fédéral et au gel de la collaboration avec la Turquie dans le domaine des renseignements, de

la police et militaire. Au surplus, les élus socialistes fédéraux parraient les élus du HDP emprisonnés.

Les acteurs progressistes de la société civile turque, comme le peuple kurde, ne doivent pas être laissés à l'abandon. Les militantes et militants, turcs et kurdes, engagés pour les droits de l'homme, la démocratie et la paix attendent notre soutien. Maintenir la pression en écrivant à l'ambassade et au parlement turcs, en se rendant en Turquie pour tenter de rencontrer les détenus politiques ou encore en participant aux mobilisations en Suisse permet de garder espoir ici et là-bas.

Comme le disait Selahattin Demirtas : après la nuit, le soleil se lève toujours et aucun dictateur ne peut l'empêcher !

Le fascisme règne.





Un antidote à la couverture médiatique poussive: les émissions de fond à la radiotélévision publique.

**LE BUT DE L'INITIATIVE NO BILLAG EST SIMPLE.** Elle souhaite abolir les redevances de radiotélévision et, par voie de conséquence, la SSR. Si l'on devait en arriver là, cela aurait de graves répercussions sur la Suisse.

# Un OUI à l'initiative No Billag au des conséquences fatales !



Matthias Aebischer, conseiller national PS, Berne

Les médias traversent une phase de profonde mutation. Les prestations de base journalistiques ne sont plus vraiment garanties. La qualité diminue. Au cours de cette étape, il est crucial de pouvoir compter sur les prestations d'une SSR en bonne santé et indépendante. La SSR diffuse dans toutes les régions du pays un programme de très bonne qualité. «De très bonne qualité» signifie: diversité de l'offre, représentation

des différentes opinions, intelligibilité, fidélité aux faits et séparation claire entre les faits et les opinions. La SSR favorise la compréhension entre les régions linguistiques et les cultures. Aucune autre entreprise ne représente mieux la Suisse que la SSR. La SSR est la Suisse.

## Les initiants jouent habilement avec l'insatisfaction du public

Les initiants ne semblent pas avoir conscience de la portée de leur initiative. Ils exploitent habilement le mécontentement et la grogne du public. Il va de soi que tout le monde s'est déjà énervé un jour devant sa télévision à la maison. Pour certains, les blocs publicitaires sont trop longs. Pour d'autres, la ligne conviviale de l'émission «Arena» est inopportune.

D'autres encore n'aiment pas les retards. Finalement, de façon générale, de nombreuses personnes trouvent insatisfaisantes les prestations de telle ou telle présentatrice ou de certains commentateurs. Tous les goûts sont dans la nature. J'ai travaillé 20 ans à la SSR et je connais par cœur et dans le détail les différents points de critique. Mais attention! Telle n'est pas la visée de l'initiative No Billag. Elle se propose tout simplement de supprimer les montants alloués à la SSR.

## Sans redevances, pas de SSR

Avec l'initiative No Billag, nous courons le même risque que lors de la votation du 14 juin 2015 sur la Loi fédérale sur la radio et la télévision. À l'époque, des spectatrices et des spectateurs que le

programme de la SSR laissait sur leur faim s'étaient joints aux représentants des intérêts de l'économie privée. La Loi fédérale sur la radio et la télévision n'avait de ce fait été acceptée que d'extrême justesse. Cette alliance pèsera sans doute aussi de tout son poids dans la campagne sur l'initiative No Billag. Une acceptation aurait toutefois des conséquences fatales cette fois-ci. Sans redevances, la SSR ne pourrait selon moi plus remplir les tâches que lui assigne la loi. Un «Oui» sonnerait ainsi le glas de la SSR.

## Pour le profit de quelques acteurs privés

Une fin de la SSR sourirait à différents acteurs privés. Par exemple aux entreprises qui acquièrent de la publicité suisse pour les





PATRICK TSCHUDIN | CC BY 2.0



FRANKSCHNEIDER | CC BY-SA 3.0

Le siège de la RTS à Genève: grâce aux redevances Billag, toutes les régions linguistiques bénéficient d'une offre de grande qualité.



SRF

Avec des productions maison telles que « Der Bestatter », la SSR apporte une contribution importante à la création culturelle suisse.

# rait

fenêtres publicitaires d'émetteurs d'autres pays. Celles-ci et d'autres entreprises actives pour le compte de médias privés devraient par conséquent aussi soutenir les partisans de l'initiative avec des moyens financiers importants. Car des milliards sont en jeu. Les initiants No Billag devraient donc se lancer dans la campagne de votation avec une caisse pleine à craquer.

## La SSR est un projet de solidarité. Luttons pour cela.

Même si c'est avec moins de moyens financiers que l'adversaire, le PS entend bien se placer en première ligne pour combattre l'initiative No Billag. Car la SSR est de loin le plus grand projet de solidarité de Suisse. Sur 100 francs de redevance payés en Suisse alé-

manique, plus de 30 francs vont en Suisse italienne ou en Suisse romande. C'est la seule façon d'assurer une offre équivalente dans les quatre régions linguistiques. Vous aussi, lutez pour le projet de solidarité SSR! Par votre don, vous contribuez à saborder cette initiative dangereuse. Un grand merci à vous!

## Mes dernières volontés

*Tout ce qui m'a tenu à cœur durant ma vie ne saurait s'interrompre après ma mort. Afin que mes valeurs sociales se perpétuent, je souhaite recevoir la brochure explicative du PS Suisse relative aux legs et testaments.*

Nom / Prénom : \_\_\_\_\_

Rue : \_\_\_\_\_

NPA / Localité : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

Car garantir, à l'avenir, une Suisse juste et sociale demeure notre objectif commun.

Merci de renvoyer ce bulletin à :

Parti socialiste suisse,  
Spitalgasse 34, Case postale, 3001 Bern

Tél.: 031 329 69 87, eliane.boss@pssuisse.ch  
www.pssuisse.ch





SORTIE DU NUCLÉAIRE ET ÉNERGIES RENOUVELABLES

# Tout se décide le 21 mai 2017



Roger Nordmann,  
conseiller  
national PS, Vaud

Sans surprise, le peuple a rejeté en novembre passé l'initiative pour une sortie rapide du nucléaire. S'agissant d'une initiative turbo soutenue uniquement par les socialistes et les Verts, le score était tout à fait honorable, avec 46 % de oui. Pour le Parti socialiste, il ne saurait cependant être question de se contenter d'une défaite honorable sans faire avancer le dossier. C'est la raison pour laquelle, après Fukushima, nous avons d'emblée misé sur la Stratégie énergétique 2050, en construisant une coalition parlementaire solide pour la sortie du nucléaire.

Comme l'UDC a lancé le référendum contre ce projet, le peuple se prononcera le 21 mai 2017.

## Une décision historique contre de nouvelles centrales nucléaires

Le contenu de la stratégie énergétique 2050 est tout à fait substantiel : en plus d'encourager massivement l'efficacité dans le bâtiment ainsi que la mobilité et le développement des énergies renouvelables, le projet de loi soumis au vote interdit la construction de nouvelles centrales nucléaires.

On peut certes regretter que ce projet ne fixe pas de date d'arrêt pour les centrales nucléaires existantes. Lors des débats parlementaires, nous l'avions proposé, mais sans trouver de majorité. Dans les faits, le déclin du nucléaire pourrait cependant bien se dérouler de manière plus rapide que ne l'envisageait le Conseil fédéral.

Le gouvernement postule la date indicative de 2035, mais il est de moins en moins sûr que les centrales puissent être exploitées aussi longtemps. En effet, les problèmes économiques et techniques de ces vieilles machines sont quasiment insolubles. C'est ainsi que Mühleberg s'arrêtera de toute façon en 2019 et que nous venons de passer le premier hiver avec la moitié du parc nucléaire arrêté en raison de pannes (Beznau 1 et Leibstadt).

D'autre part, interdire la construction de nouvelles centrales nucléaires constitue une orientation fondamentale. Comme me le glissait mon ami et camarade Paul Rechsteiner après le débat au Conseil des États, le fait qu'une claire majorité du Parlement se rallie à cette décision est un véritable événement historique, dont la portée ne doit pas

être sous-estimée. Comme les entreprises détestent miser sur une technologie du passé, elles seront bien davantage enclines à accélérer la sortie plutôt qu'à réinvestir dans leurs vieilles casseroles.

## L'enjeu est de taille

Avec son référendum, l'UDC mène naturellement un combat d'arrière-garde. Mais il ne faut pas sous-estimer le danger, car la famille Blocher a décidé d'investir des sommes substantielles d'argent dans la propagande pro-nucléaire. De plus, l'appareil UDC ne recule devant aucun mensonge.

En réalité, le choix qui se pose est celui de la production indigène ou de l'importation de courant sale. Si la stratégie énergétique est rejetée, il est douteux que les nucléocrates parviennent de sitôt à construire de nouvelles centrales nucléaires. Par contre, le rejet bloquerait non seulement le développement des nouvelles énergies renouvelables, mais aussi les efforts pour gagner en efficacité énergétique. À ce moment-là, les entreprises électriques feraient tout pour prolonger le plus possible la durée d'exploitations des vieilles centrales. C'est d'ailleurs sans surprise que le même Christophe Blocher a récemment suggéré de subventionner l'exploitation des vieilles centrales nucléaires.

Le 21 mai 2017, l'enjeu est donc majeur. Je compte sur vous pour vous engager dans la campagne. Si l'on se remémore l'engagement de nos camarades, et en particulier de l'ancien conseiller national Rechsteiner contre la construction de Kaiseraugst en 1975, cela fait plus de 40 ans que nous menons ce combat. À quelques semaines d'un vote populaire définitif, ce n'est pas le moment de mollir.



Un Non au tournant énergétique entraîne l'importation d'électricité « sale ».



**IMPRESSUM** « SOLIDAIRES/Le magazine des donateurs du PS Suisse » paraît quatre fois par année en allemand et en français. L'abonnement annuel pour donatrices et donateurs est inclus dans le montant du don à partir de 5 francs. Dons : compte postal 30-520786-8, PS Suisse, 3001 Berne. Publication/rédaction : Parti Socialiste Suisse, Spitalgasse 34, 3001 Berne, Tél. 031 329 69 69, Fax 031 329 69 70, [solidaire@pssuisse.ch](mailto:solidaire@pssuisse.ch). Rédaction : Simon Roth (rédacteur en chef), Reto Gamma (chef de projet levée de fonds), Michael Sorg (porte-parole), Urs Geiser (correcteur), Leyla Gül (co-secrétaire générale), Flavia Wasserfallen (co-secrétaire générale). Conception : Atelier Bläuer, Berne. Tirage : 50 000 exemplaires